**ENTRETIEN AVEC JEAN-NOEL JEANNENEY**

**Juin 2016**

**Voilà 30 ans, en 1986, vous étiez président de Radio France au moment où est intervenue la première « cohabitation ». Vous dites pourtant garder un bon souvenir de cette année, malgré votre éviction politique…**

Dès lors qu’il était patent que la droite avait décidé de provoquer le départ des présidents nommés par la Haute Autorité, de même qu’était supprimée brutalement celle-ci –présidée par la courageuse Michèle Cotta-, il aurait été vain de pleurer sur mon sort et j’ai éprouvé qu’il fallait profiter du délai imposé au gouvernement par la nécessité de faire voter une loi *ad hoc* pour préserver l’essentiel de ce qui avait été fait et installer des « cliquets » afin d’éviter des retours en arrière par rapport aux divers progrès accomplis. Je n’étais pas très inquiet quant à une régression possible de France Inter, dans le secteur de l’information, tant ses auditeurs étaient attachés à la qualité des « matins » que nous avions mis en place, marquant sa « différence » par rapport aux radios périphériques, je n’étais pas très inquiet pour France Musique, les orchestres, je n’étais pas très inquiet pour le Festival de Montpellier que j’avais créé l’année précédente. Mais j’ai éprouvé un lourd souci pour ce qui concernait les radios locales, volet important du mandat que je venais d’exercer. Mon souci a été de créer un point de non-retour, qui empêcherait qu’aucune de nos radios ne fût abîmée ou supprimée.

Il est apparu avec évidence que la situation serait difficile dès lors qu’accédait au gouvernement, dans le cabinet de Jacques Chirac, un secrétaire d’Etat chargé des radios qui s’appelait Philippe de Villiers. Celui-ci avait marqué beaucoup de mauvaise humeur lorsque nous étions arrivés à Nantes avec une radio de service public, Radio France Loire Océan, concurrente naturelle de sa chère Radio Alouette[[1]](#footnote-1). Il fut tôt clair que cet homme était mû par une agressivité violente à l’égard du service public et qu’il utiliserait sans vergogne le pouvoir qui lui était échu pour le blesser. Il m’avait fait écrire une lettre par le président de région Olivier Guichard me disant qu’on ne voyait pas pourquoi nous avions créé une radio de service public « sur un secteur couvert depuis longtemps par une radio privée qui reflétait assez bien l’état d’esprit de la majorité d’une population peu favorable à l’actuel gouvernement »  - ce qui m’avait paru une conception assez étrange de l’équilibre républicain.

Donc, j’ai décidé d’agir sur différents plans ; d’abord expliquer ce qu’avait été notre politique d’ensemble et c’est pourquoi j’ai publié au printemps le livre « *Echec à Panurge*»[[2]](#footnote-2). Dénonçant la « facilité moutonnière » à quoi conduit toujours une hégémonie du secteur privé, je défendais ardemment et avec fierté ce que nous avions fait, avec l’ensemble de nos personnels, en éclairant le puissant intérêt et la valeur civique et culturelle de ce réseau tout neuf de radios locales de service public que nous avions, en quatre ans, puissamment développé. A partir de là, nous avons attendu d’où viendraient les coups. Ils nous ont été portés par la rue de Rivoli : le ministre d’Etat chargé des Finances, Edouard Balladur, manifesta une ardeur sectaire contre nous, en particulier en suscitant un rapport de son administration qui expliquait notamment (tiens donc !) qu’une heure de programme de France Culture coûtait plus cher qu’une heure d’émission offerte par NRJ. Il fit connaître ce rapport, sans nous en avoir soumis le texte au préalable, contrairement à tous les usages, et sans que j’aie pu contredire ses sottises. J’ai craint alors un moment que réapparût un vieux serpent de mer des conservateurs: une fusion entre France Culture et France Musique, ce qui aurait été criminel, mais nous avons pu mobiliser discrètement un certain nombre de gens de bon sens, du côté de la nouvelle majorité (notamment grâce au soutien sans faille de tel ou telle membre de notre Conseil d’administration proches de la droite, dont j’avais acquis, je crois, l’amitié et la considération).

Mais le choc majeur, très concret celui-là, vint d’où nous l’attendions : du côté de chez Villiers. On nous signifia une brutale coupe budgétaire qui était destinée évidemment à nous contraindre à diminuer le nombre de nos stations. Lorsque j’étais arrivé aux manettes, il y en avait six, les trois premières créées par Jacqueline Baudrier[[3]](#footnote-3) avant mai 1981, puis trois autres lancées sous la présidence de Michèle Cotta. Nous avions porté ce nombre à trente-neuf, ce qui ne couvrait pas l’ensemble du territoire mais une bonne part de celui-ci - à partir de l’idée que partout le fonctionnement de la démocratie locale tirerait avantage d’un service public indépendant de toute influence, économique ou administrative, qui ne serait évidemment soumis en rien à l’autorité ni des préfets ou des élus régionaux (certains grands manitous, à gauche s’en étaient d’ailleurs chagrinés…) Ajoutez que j’avais convaincu peu à peu les journalistes et producteurs de France Inter que l’argent des radios locales n’était pas prélevé sur leurs moyens propres, comme ils le craignaient au début, qu’elles justifieraient au contraire un surcroît de redevance et qu’au surplus ils profiteraient d’un réseau d’information dans les régions dont aucun rival sur les ondes ne pourrait disposer.

Le défi créé par le coup budgétaire qui nous était asséné sans honte par le secrétaire d’Etat était ainsi limpide. Il faudrait réussir à passer le cap de cette fin d’année 1986, en gagnant du temps : j’escomptais que mon successeur, que je ne connaissais pas encore, tout en étant forcément marqué, en termes politiques, contre la majorité parlementaire sortante, se montrerait suffisamment lucide, si les radios avaient été sauvées dans l’intervalle, pour ne pas souhaiter aller dans le sens du « détricotage » de notre réseau, dont il serait voué à apprécier vite le prix sans pareil. Donc il s’agissait d’inventer, en s’appuyant sur les grandes compétences de Radio France, portées par un bienheureux et patriotique esprit d’entreprise, un système qui évitât de fermer aucune de nos antennes locales, en attendant des jours meilleurs. D’où naquit l’idée d’un certain nombre d’heures de programme communes, aux moments les moins fréquentés par l’audience, et j’ai trouvé dans notre maison, avec les compétences des techniciens et des journalistes, ainsi que des administrateurs de la décentralisation, un appui spontané, qui fut émouvant autant qu’efficace. Le Conseil d’administration, qui regardait avec sympathie notre combat, m’apporta un soutien dont pourraient témoigner ses procès-verbaux. Il s’agissait de passer le cap en attendant des jours meilleurs, qui verraient fleurir de nouvelles antennes[[4]](#footnote-4).

Ce ne fut pas chose facile compte tenu de l’hostilité explicite du gouvernement (imaginez par exemple que François Léotard, ministre de la Culture et de la Communication, n’a *jamais* voulu me recevoir pendant tous les mois, entre mars et décembre qui ont séparé son accession rue de Valois et mon départ forcé!) Il y avait chez ces gens-là une hargne dont on a perdu conscience aujourd’hui. C’était vraiment le « retour des immigrés » et j’ai à cette occasion mieux compris (et mieux enseigné à mes étudiants) ce qui s’était passé en 1814 : une atmosphère de restauration. « Oublions vite ce qui s’est passé pendant cinq ans, et reprenons comme si de rien n’était notre pouvoir sur les rouages de l’Etat et, bien entendu, notre domination le plus tôt possible sur les contenus éditoriaux du service public » : tel était le propos plus ou moins explicitement formulé.

Nous avions contre nous la hargne de la CNCL, Commission Nationale de la Communication et des Libertés, dont Mitterrand a pu dire par la suite qu’elle n’avait pas mérité ce sentiment « qu’on a coutume d’appeler le respect ». Elle avait été conçue, au rebours de la Haute Autorité, pour être toujours à droite et, présidée par Gabriel de Broglie (dont ce fut le très bref moment de gloire –une gloire bien ambiguë…), elle me laissa sentir son hostilité presque physiquement, lorsque ayant représenté ma candidature à mon poste, pour le principe, tout en sachant que je n’avais aucune chance d’être renommé, je me présentai en novembre, devant elle. Dans une atmosphère glacée, j’eus le sentiment étrange qu’elle me voyait un couteau sanglant entre les dents… Je n’obtins que les deux voix « de gauche », celles de Catherine Tasca et de Bertrand Labrusse.

Tels étaient les adversaires contre lesquels nous nous sommes battus ; je n’avais aucune illusion sur l’issue, comme je l’ai dit. J’ai vécu cet épisode en termes tout à fait politiques. L’avantage ultérieur pour moi fut qu’alors le président Mitterrand et ses entourages, qui avaient trouvé que j’étais antérieurement un peu trop « rugueux » dans mon indépendance, qui était de doctrine et de pratique, ont constaté que cette rugosité pouvait être utile pour tenir bon en d’autres périodes…

**D’ailleurs le président Mitterrand n’a-t-il pas fait appel à vous par la suite comme président de la Mission du Bicentenaire, puis, à deux reprises comme secrétaire d’Etat ?**

Il a changé d’avis sur moi…

**Vous aviez en 1986 dans vos cartons l’idée d’une radio « toute info » ?**

Nous avions en effet envisagé cela avec Jean-Pierre Farkas, l’excellent directeur de l’information de France-Inter, à partir de la conviction que la maison avait les moyens humains et techniques de le faire, mais le temps et les finances nous ont manqué, car il fallait non seulement obtenir un budget à l’extérieur mais aussi persuader, à l’intérieur, les collaborateurs de France Inter qu’il ne s’agirait pas d’une soustraction pour eux mais au contraire d’une accentuation faste de la présence du service public. Je me suis réjoui que mon successeur Roland Faure ait pu concrétiser le projet. Il en conserve légitimement le mérite. Il était arrivé, en parlant publiquement de « gaspillage » avant lui, mais nous nous en sommes expliqués et la situation s’est détendue. Il connaissait bien la maison de l’intérieur pour avoir été le responsable de l’information sous la présidence de Jacqueline Baudrier, et il a pu, comme je l’avais escompté, une fois l’orage dissipé, étant bien en cour, conserver intact le réseau des radios locales : le principe du « cliquet » que nous avions souhaité mettre en place a bien fonctionné. J’ai eu écho de la fureur frustrée de Philippe de Villiers : elle m’a réjoui. Je suis parti dans un esprit serein, en regardant avec détachement la façon dont nous étions traités, avec, notamment, une brutalité matérielle de la part du ministère qui contrastait avec la générosité financière dont le gouvernement Mauroy avait témoigné en faveur de Jacqueline Baudrier. Quand je suis parti, les directeurs des radios locales, rassemblés dans un de nos studios, m’ont manifesté une gratitude et une amitié qui me sont demeurées pour toujours précieuses. Et je demeure fier de ce que nous avons réussi alors, contre la malignité de ceux qui voulaient appauvrir le service public, dans un esprit « reagano-tatchérien » du « tout-au-marché ».

1. Alouette FM, émettant sur une partie du grand ouest depuis Les Herbiers en Vendée. [↑](#footnote-ref-1)
2. Jean-Noël Jeanneney, *Echec à Panurge, l’audiovisuel public au service de la différence*, Paris, Le Seuil, avril 1986. [↑](#footnote-ref-2)
3. Fréquence Nord à Lille, Radio Mayenne à Laval et Radio Melun [↑](#footnote-ref-3)
4. C'est-à-dire à la création de nouvelles stations locales, ce qui a été le cas dans les années 90 (NDLR) [↑](#footnote-ref-4)